
: [HTTP://WWW.USINENOUVELLE.COM](http://www.usinenouvelle.com)

Financements : « La biotech doit s'inspirer de la French Tech », selon Marc Le Bozec (Financière Arbevel)

Gérant chez financière Arbevel et membre du Biotech Social Pact, Marc Le Bozec a créé, en 2018, un fonds qui a déjà investi dans dix sociétés françaises dans la santé (NG Biotech, Transcure...). Il prévoit maintenant de créer un fonds de 100 millions d'euros dédié au secteur. Industrie Pharma : Pourquoi les biotechs françaises peinent-elles autant à percer au niveau mondial ? Marc Le Bozec : En France, nous possédons une vraie culture de l'innovation et des gens de talents. De nombreux laboratoires mondiaux, tels que Moderna ou Takeda, sont dirigés par des Français. Les financements publics sont aussi bien orientés mais nous manquons de capital privé. Aux États-Unis, il y a eu 105 tours de tables à plus de 100 M\$ dans le domaine sur l'année écoulée et aucun en France. On peut toutefois relever quelques bonnes nouvelles avec, par exemple, l'arrivée d'un fonds comme Jeito Capital, qui prend immédiatement une place importante, conduite par une dirigeante aguerrie comme Rafaèle Tordjmann. C'est une très bonne nouvelle. Mais il nous manque plusieurs dizaines de fonds capables d'injecter de l'argent. Pour cette raison, beaucoup de biotechs françaises ont trouvé un terreau plus favorable en entrant en Bourse qui agit comme un substitut au private equity. Certaines entreprises se sont introduites trop tôt, à cause du manque de financements privés et n'ont clairement rien à faire sur ce terrain. De temps en temps, il y a des vagues porteuses mais nous n'avons pas réussi à créer de grands acteurs qui vont porter et inspirer le reste du secteur. Quelles seraient les mesures à prendre pour favoriser les financements privés ? M. L-B. : Il faut d'abord réenchanter ce secteur et l'ouvrir à d'autres profils et d'autres industries. S'inspirer de ce qu'a pu faire la French Tech. Ils ont réussi à créer un label et à le rendre attractif alors que le contenu reste technologique. La santé touche la vie quotidienne mais n'est pas parvenue à faire ce travail d'ouverture au grand public. Quand vous démarrez un projet en biotech, il doit y avoir un vrai effort de vulgarisation à destination des investisseurs. Il ne faut pas que les conseils d'administration se transforment en conseils scientifiques, je considère que c'est un mauvais signe si c'est le cas. Il faut aussi faire revenir des géants traditionnels de l'économie, comme les grandes banques ou les sociétés de gestion qui ont délaissé le secteur au cours des années 2000. Il y a également un besoin de consolider les biotechs françaises et de créer des entreprises de plus grandes tailles. Par exemple, sur le marché porteur des implants vertébraux, la France compte plusieurs entreprises avec un chiffre d'affaires qui ne dépasse pas quelques millions d'euros. Ce n'est pas raisonnable d'avoir autant d'acteurs innovants et dont le savoir-faire finit par partir aux États-Unis. Quel peut-être le rôle du Contrat social pour la biotechnologie ? M. L-B. : Nous partageons beaucoup de constats sur notre

secteur avec France Biotech, le Leem ou d'autres parties prenantes. Nous devons désormais créer des passerelles et dépasser les clivages. Je plaide aussi pour la création de grands fonds publics privés inscrits sur le temps long, à 20 ou 25 ans, avec des objectifs de retour sur investissement plus modestes. Il faut être raisonnable sur la rentabilité attendue des biotechs et favoriser les consolidations. Quand vous regroupez plusieurs entités, vous vous donnez plus de chances de réussir. L'objectif doit être de parvenir à amener un médicament sur le marché. Après cela, vous avez la possibilité d'avoir des gains significatifs et de réinvestir massivement en R&D. Avec la crise, comment a évolué l'intérêt des investisseurs pour la biotech ? M. L-B : Les biotechs suscitent beaucoup d'intérêt de leur part avec l'envie manifeste d'accompagner ces entreprises en développement. Nos clients apprécient d'être au contact de ces entrepreneurs. Mon rôle d'investisseur est aussi de vulgariser les projets. J'essaie de lutter contre les préjugés de ceux qui pensent que cet univers est réservé aux sachants. Bien-sûr, il y a un contenu scientifique et technique qui constitue une boîte noire à laquelle l'investisseur n'aura pas toujours accès. Mais, au bout du compte, les biotechs restent des entreprises à gérer, avec des problématiques communes aux autres secteurs et la nécessité de devenir rentables sur la durée.

